

3 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Valéry Giscard d'Estaing aux "Dernières Nouvelles d'Alsace", Paris, vendredi 3 avril 1981.

QUESTION.- Est-ce que votre vision des Français a changé durant votre septennat ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas du tout. Bien sûr, je me suis rendu compte que dans une période de crise, la crise exerce des contraintes psychologiques fortes. J'ai vu que les Français eux-mêmes souffraient individuellement, personnellement, de cette crise. Pour le reste, mon jugement sur eux n'a pas changé.

- QUESTION.- Et votre jugement sur vous-même ?

- LE PRESIDENT.- Le jugement n'a pas changé. Le temps passe pour chacun de nous. Sept ans, c'est une tranche de vie importante. J'ai une connaissance de la fonction présidentielle que naturellement je n'avais pas à l'origine. Comme être humain, en dehors du passage du temps, je ne crois pas avoir changé.

QUESTION.- Et les partis, ils ont changé eux ? Vous avez l'air déçu par les partis...

- LE PRESIDENT.- Entendons-nous bien. Il est tout à fait normal, et même indispensable dans une démocratie, qu'il y ait des partis politiques. Il est normal aussi que ces partis soient en compétition pour des élections et notamment pour la plus importante d'entre elles. La seule question qui peut se poser, c'est de savoir si notre vie politique n'est pas trop négative.

- QUESTION.- L'opposition n'est pas faite pour lancer des fleurs...

- LE PRESIDENT.- Peut-être, mais vous qui suivez la campagne présidentielle, vous voyez bien que la partie négative est trois fois plus importante que la partie positive. Autrement dit, les partis politiques devraient être essentiellement des formations qui proposent des formules d'organisation de la société et des solutions aux problèmes. Malheureusement, très souvent, c'est exclusivement la critique ou le dénigrement de l'oeuvre d'autrui.

- QUESTION.- La critique fait aussi partie du débat. Même en dehors des partis, c'est normal.

- LE PRESIDENT.- N'est-ce pas... Les partis politiques expriment une réalité française. Mais je crois que dans l'attitude des partis à l'échelon central, ils prennent des positions qui vont au-delà des positions de leurs mandants de base. De sorte que - je suis frappé de le constater quand je circule dans le pays - la critique est beaucoup plus modérée en province que celle du langage politique parisien.

- QUESTION.- Décrispation, consensus... C'est l'un des échecs de votre septennat.

- LE PRESIDENT.- Non ! Ce n'est pas un échec ! Je n'ai pas le pouvoir de changer cette réalité politique française.

- QUESTION.- Vous avez eu l'ambition de le faire.

- LE PRESIDENT.- J'ai essayé. Et j'y suis parvenu dans une certaine mesure. Il ne faut pas exagérer les choses. Regardez... Nous vivons dans une campagne tout à fait calme. J'ai connu une période où il y avait des campagnes électorales violentes. Ensuite, il y a des contacts nombreux entre les dirigeants politiques de différentes tendances. Moi-même, Président de la République, j'en ai rencontré au-cours de mes déplacements et de mes voyages. Ce que n'avaient pas pu faire mes prédécesseurs. Donc, il y a un progrès. Mais effectivement c'est un progrès insuffisant.

- QUESTION.- On a dit qu'en cas d'élection, vous inviteriez ici, à l'Élysée, tous les autres candidats.

- LE PRESIDENT.- Pourquoi pas ?

- QUESTION.- C'est un projet précis ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dis rien de plus. Je vous dis "Et pourquoi pas ?".\

QUESTION.- Quelles leçons pour l'avenir tirez-vous de votre connaissance de la fonction présidentielle ?

- LE PRESIDENT.- J'en tire une première leçon : le grand problème de la fonction présidentielle est qu'il faut prendre des décisions en fonction des échéances à venir. L'opinion publique, elle, se préoccupe de la situation du moment. Il y a donc une contradiction entre ce que le Président de la République doit faire - prévoir - et ce que l'opinion publique attend, c'est-à-dire des décisions ayant des effets immédiats.

- QUESTION.- Il y a des explications à donner. LE PRESIDENT.- Je crois effectivement qu'il faut essayer d'expliquer autant que possible. Si je n'ai pas expliqué davantage, c'était pour éviter une saturation de l'opinion publique. L'opinion publique ne peut pas, elle ne souhaite pas non plus être entretenue dans un perpétuel climat d'explication politique. Mais l'explication est effectivement au-centre de la fonction.

- QUESTION.- Président, vous détenez le pouvoir suprême. Mais parfois, ne vous sentez-vous pas un peu impuissant à influencer le -cours des choses ?

- LE PRESIDENT.- Il y a des limitations. Sur-le-plan parlementaire par exemple. Je prends un cas : le rapport Sudreau qui était un document très intéressant sur l'évolution de l'entreprise française. Il y avait un certain nombre de propositions. Plusieurs projets de loi ont été déposés. Certains ne sont même jamais venus en discussion. Nous avons respecté les prérogatives du Parlement à cet égard. Il y a beaucoup de sujets sur lesquels les institutions en France ont bloqué certaines initiatives.

- QUESTION.- Et l'administration ?

- LE PRESIDENT.- Il est certain que nous devons réadapter notre action administrative aux réalités économiques et sociales nouvelles. La France avait au fond une tradition administrative que j'appellerais de souveraineté, c'est-à-dire que l'administration avait été formée pour les grandes actions de souveraineté de l'Etat : la justice, la défense, les affaires étrangères, l'intérieur, etc. A l'heure actuelle, une grande partie de la mission de l'administration, c'est de faire face à des situations économiques nouvelles. On doit lui donner à cet égard une impulsion nouvelle.\

QUESTION.- Mais, est-ce que ce n'est pas, malgré tout, l'administration qui impose sa loi au pouvoir politique ?

- LE PRESIDENT.- Ma règle est tout à fait simple : il faut que ce soit le pouvoir politique qui dirige.

- QUESTION.- Mais la réalité ? Un exemple, ce n'est pas parce que vous, président, avez la volonté politique d'améliorer les liaisons aériennes de Strasbourg que les liaisons souhaitées se feront. Au-niveau de l'application, il y a bien des obstacles. On a l'impression notamment que la ligne entre Francfort ne se fera pas ou ne durera pas.

- LE PRESIDENT.- Eh bien, elle se fera ! Elle se fera... La France n'est pas un pays de pouvoir personnel. Il est bien entendu, heureusement, que le Président de la République ne peut pas ouvrir lui-même une ligne aérienne. Le Président exerce une fonction. Il ne décide pas à tous les échelons de l'exécution. Il prend des décisions, le gouvernement prend des décisions. Et ces décisions doivent être exécutées.

- QUESTION.- Mais les ministres sont prisonniers de leur administration.

- LE PRESIDENT.- Je considère qu'un bon ministre est un ministre qui a de l'autorité sur son administration. Chaque fois que je sens qu'un ministre est le porte-parole de son administration, il n'a plus de crédit auprès de moi.

- QUESTION.- Dans ce cas, vous le... licenciez ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons, là aussi, une idée pour les changements de gouvernement qui remonte à la IVème République. C'est-à-dire que nous changeons les gouvernements par des crises politiques. Dans beaucoup d'autres pays le gouvernement reste, mais simplement les hommes changent de temps en temps parce qu'il y en a qui réussissent et il y en a qui échouent. Dans toute activité, vous avez des gens qui sont promus et d'autres qui échouent pour une raison ou pour une autre. Dans la vie gouvernementale, il faut avoir cette même notion. En dehors des

ou pour une autre. Dans la vie gouvernementale, il faut avoir cette même notion. En dehors des grands changements de gouvernement, il peut y avoir des changements qui ne soient dus qu'à la nécessité individuelle de la fonction.

- QUESTION.- Vous avez déjà choisi votre Premier ministre en cas de réélection ?

- LE PRESIDENT.- ...

- QUESTION.- A "Cartes sur table", vous n'avez cité qu'un nom propre : Giraudet. C'est un hasard ? Certains voient en lui un des "possibles"...

- LE PRESIDENT.- Je ne joue pas à la politique. Chaque chose en son temps.

- QUESTION.- Les Français ont le droit de savoir, non ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas du tout qu'on leur cache quoi que ce soit. La décision est à prendre après l'élection. Aujourd'hui, on ne peut dire qu'une seule chose : c'est dissoudre ou non. J'ai dit que j'étais hostile à la dissolution d'une assemblée régulièrement élue avec une majorité qui a travaillé jusqu'à l'ouverture de la campagne `campagne électorale` des présidentielles. Le choix du gouvernement doit tenir -compte notamment des indications données par l'élection elle-même.\

QUESTION.- Le fait d'être toujours à 50 - 50 `50 %` avec Mitterrand n'est-il pas à lui seul un constat d'échec pour vous ? Il n'y a pas de prime en sortant...

- LE PRESIDENT.- Je vous ferais remarquer qu'il y a également souvent l'échec pour les candidats sortants. Il y a un certain nombre d'hommes politiques célèbres, Churchill, par exemple, qui ont connu l'échec. Deuxièmement, on appelle triomphe le fait, par exemple, pour le président Reagan, d'avoir eu 51 % des voix.

- QUESTION.- Ce n'est pas le même système électoral.

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas pourquoi 51 % des voix seraient un triomphe aux Etats-Unis et un échec en France. L'élément fondamental, c'est celui qui gagne.

- QUESTION.- Vous arrive-t-il de songer que vous pourriez perdre l'élection présidentielle ?

- LE PRESIDENT.- Je vous l'ai déjà dit. Je ne joue pas à la politique. Je ne raisonne pas du tout comme ça. Je suis quelqu'un qui propose des objectifs, qui dessine des perspectives. Les Français se prononceront. C'est leur responsabilité.

- QUESTION.- Chirac est un peu pour vous ce que Marchais est pour Mitterrand, non ?

- LE PRESIDENT.- Je me refuse à tout commentaire sur les autres candidats.

- QUESTION.- A la télévision, vous avez voulu donner de vous l'image d'être le candidat de la raison. Et l'espoir ? L'espérance ? C'est peut-être ce qui manque le plus à la France en ce moment.

- LE PRESIDENT.- Je suis le candidat de la raison. J'en suis sûr. Je suis le candidat de ce qui est souhaitable pour la France. J'en suis sûr. Je suis le candidat de l'espoir parce que je suis le seul qui puisse rassembler la jeunesse.

- QUESTION.- Tous les candidats le prétendent !

- LE PRESIDENT.- Ils le prétendent peut-être. Aucun autre candidat, à l'exception de Georges Marchais, n'a pu organiser une réunion de jeunes.

- QUESTION.- Mitterrand n'a pas voulu le faire.

- LE PRESIDENT.- S'il avait pu le faire, l'aurait-il voulu ?... Toute ma campagne, `campagne électorale` vous le verrez, va être soutenue par la jeunesse. L'espoir et la jeunesse ce sont des mots synonymes.

- QUESTION.- Les sondages montrent qu'au moins 57 % voteraient au second tour pour François Mitterrand.

- LE PRESIDENT.- Cela dépend quelle tranche d'âge vous prenez. De toute façon, les sondages sont les sondages et les élections sont les élections.\

QUESTION.- Nous n'allons pas passer en revue tout votre programme. Retenons trois points seulement : la régionalisation, l'Europe, l'emploi... Vous étiez très porté vers la régionalisation. Puis vous avez mis des aérofreins.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai jamais été très porté vers la régionalisation. Ma ligne a toujours été la même. Il y a une réalité régionale. Et lorsque cette réalité régionale a des racines culturelles - c'est le cas entre autres de l'Alsace - ces racines doivent être protégées et maintenues,

préservées et, s'il le faut, aidées. La région, c'est également la dimension dans laquelle les programmes économiques et sociaux doivent être discutés et dans une certaine mesure définis. Mais je suis contre le fait que la région devienne un étage d'administration de la France. La France a suffisamment d'étages d'administration, suffisamment d'étages de fiscalité pour que, passez-moi l'expression, on n'ait pas à créer une taxe professionnelle régionale.

- QUESTION.- Mais il y a région et région. Pourquoi ne pas moduler certaines réalités. En Alsace, par exemple, la Sécurité sociale...

- LE PRESIDENT.- La Sécurité sociale, c'est différent. Mais l'idée des Français, c'est que les grands services publics doivent être exécutés dans les mêmes conditions sur tout le territoire national.

- QUESTION.- Une vue très hexagonale des choses...

- LE PRESIDENT.- C'est l'idée des Français. Il y avait autrefois des abattements de zone, pour les allocations familiales, par exemple. Eh bien, la suppression de cet abattement a été la grande revendication des associations et des syndicats. Les Français ont le patriotisme des frontières.\

QUESTION.- Et l'Europe ? Juste une question : finalement, le président Pompidou n'a-t-il pas eu tort d'accepter les Anglais dans le Marché commun `CEE` ?

- LE PRESIDENT.- Vous faites bien de dire que c'est sous le président Pompidou que la décision a été prise. Je n'ai pas à juger les actes de Pompidou. Mais il est bon de rappeler que les décisions ont été prises et les négociations menées avant le début de mon septennat.

- QUESTION.- Ce n'est pas le président Pompidou qui est en cause. Tous les "Six" étaient d'accord.

- LE PRESIDENT.- Oui. A l'époque, tous nos partenaires étaient pour l'entrée de la Grande-Bretagne. Le choix n'était pas malheureusement de conserver l'Europe à "Six" telle qu'elle était - ce qui eut été sans doute la solution la plus efficace et à condition qu'elle progresse -, le choix était entre voir l'Europe à six bloquée et voir la Grande-Bretagne entrer avec tous les problèmes qu'elle entraînait avec elle. D'abord un certain nombre de points n'ont pas été précisés dans la négociation. On le voit maintenant.

- QUESTION.- Tabarly a perdu une course parce que les Anglais avaient changé le règlement en course. Les Britanniques ne font-ils pas de même avec la CEE ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'accepterons pas. Pour moi, le problème est clair. L'année 81 `1981` sera une année de vérité. Le débat, c'est l'acceptation des règles communautaires. L'épreuve n'est pas de discuter cas par cas de tel ou tel sujet. C'est : la Grande-Bretagne accepte-t-elle réellement les règles communautaires ?

- QUESTION.- Et si c'est non ?

- LE PRESIDENT.- Nous verrons.

- QUESTION.- Vous seriez prêt à casser l'Europe à 10 ?

- LE PRESIDENT.- Nous verrons.\

QUESTION.- L'emploi, maintenant. Ou plutôt le chômage... Vous avez dit que c'était le regret de votre septennat. Est-ce que vous vous en faites le reproche ?

- LE PRESIDENT.- Non, je crois avoir assumé ma fonction suivant les règles de ma conscience.

- QUESTION.- Vous êtes pleinement en paix, alors ?

- LE PRESIDENT.- Je suis, à cet égard, pleinement en paix.\